

Distinction Publique DP

Oppositions stériles

On sait que depuis plusieurs mois, le DFAE conduit les négociations qui devraient permettre à la Suisse (et à d'autres pays de l'AELE), de trouver place au sein de la CEE (DP n° 978, 987, 1014, 2027 et 30899). Aujourd'hui, le CF bute pourtant sur un problème qui pourrait paraître mineur, celui des AOC. En effet, certaines fractions influentes du PAI-UDC, auxquelles se sont joints, pour l'occasion de nombreux députés vignerons (VD, VS, NE) paraissent vouloir mener un combat vigoureux contre les nouvelles normes fédérales (dont le détail est paru dans *FF*, 1991, 1439). Celles-ci traitent d'abord des possibilités de recyclage du PET et du traitement du CO₂. Mais l'al. quinze de l'art. 25 prévoit la mise sur pied d'une commission paritaire chargée du classement des AOC suisses, afin de préciser leur situation face au futur marché européen. Evidemment, l'opposition PAI-UDC se retranche derrière des arguments fédéralistes, mais ne faut-il pas voir là la main de l'USP ou même de la FSP ? Il serait regrettable que, pour des raisons de politique locale, à quelques jours de la conférence de l'Ararat, on s'arrange pour pourrir les négociations tâtonnantes sur l'EEE, au risque de faire bégayer le DFAE. Faudra-t-il donc un AFU pour régler valablement ce problème ?

L'aménagement de la LAMA et de la LPP pour les personnels retraités des PTT, CFF et de la SSR est resté jusqu'à présent inaperçu. Le soutien du PSS, de l'USS, de la VPOD/SSP, et même de la CRT, à la modification était acquis de longue date. Les nouvelles dispositions légales devaient permettre aux retraités AVS de mieux s'en sortir (une mise à niveau des rentes AI ayant

déjà été acceptée par le TF).

Or, deux articles parus presque simultanément, dans la *NZZ* et dans la *NRL*, indiquent que la majorité bourgeoise du CE et CN, sans doute à la suite de pressions de l'USAM et du Vorort, se prépare à couler ces nécessaires améliorations. Le PDC n'a pas encore pris position, mais on attend avec impatience les prochains éditoriaux des *LNN*, qui devraient permettre de mieux connaître la position de la CES. Si l'on ajoute à cela les critiques acerbes formulées par le président du directoire de la BNS, auxquelles se sont joints, une fois de plus, les directeurs de la SBS, de l'UBS, du CS et de différentes banques cantonales (BCV, KSB, etc...), on constate que le PSS se retrouve une fois de plus seul à jouer le jeu de la collégialité. EOS, dans une conférence de presse à laquelle DP n'a d'ailleurs pas été invitée, s'est opposée à la mise en place de centrales électriques au fil de l'eau pour alimenter les STEP riveraines du Rhône. L'ETS de Biel/Bienne, dans le cadre du PR 27 du FNRS, avait effectué une étude d'impact et prouvé la viabilité de la formule. Le CF, sur avis du DF des Transports, Communications et de l'Energie en avait adopté les conclusions, appuyées par le WWF et la LSPN. EOS produit aujourd'hui une contre-expertise, réalisée par le prof. T. Schockenmoehle (dpt. de Schnellflusswasser de l'ETHZ, travaillant ici en collaboration avec l'EPFL), qui remet en cause non les résultats, mais les normes utilisées par les ingénieurs ETS de Biel/Bienne. De tels arguments sont minces pour rejeter tout un projet, mais de toute évidence EOS, qui tient dur comme fer à ses AKW, ne veut pas

π
suite à la page 2

Elles peuvent le faire

(yg) Depuis huit ans, l'article 4, alinéa 2 de la Constitution établit que les hommes et les femmes sont égaux en droit. Or le bilan reste désespérant. Les cas de différences de salaire pour un même emploi, souvent cités, sont un moindre mal si l'on songe au scandale de la sous-représentation des femmes dans le milieu académique. Une récente recherche menée sur le site lausannois le démontre indubitablement : alors que l'Alma Mater accueille 47 % d'étudiantes, les assistantes ne forment pas le 30 % du corps intermédiaire; quant aux professeures, elles ne sont que 9 pour près de 300 postes. Esprits libres de tout préjugé, les deux auteures, Françoise Mellon et Monique Pavissien, proposent des solutions inédites pour remédier à une situation de fait jugée intolérable. «Seule une

analyse sans concession permet de dresser un bilan et d'esquisser des perspectives», écrivent-elles. Et le fait est qu'elles sont cruellement réalistes. «Comment expliquer qu'un tel nombre d'étudiantes ne permette d'obtenir que si peu de professeures ? L'explication, longtemps occultée par des militantes-autruches, s'impose. Les femmes sont moins efficaces, donc socialement moins intelligentes que les hommes. Voilà pourquoi il est impossible de leur confier des tâches d'enseignement supérieur.»

Loin de les faire sombrer dans un fatalisme amer, ces constatations dopent Mellon et Pavissien. Car l'intelligence n'est pas un donné naturel, mais un acquis social. Un apprentissage adéquat est donc susceptible de faire évoluer la situation. D'où une vibrante défense des quotas. Bien sûr, le prix

social d'une telle mutation serait lourd : l'enseignement serait nécessairement catastrophique pendant quelques décennies, le temps d'apprendre. Au moment où l'ouverture à l'Europe le soumet à rude concurrence, notre système universitaire y résisterait-il ? L'objection est connue et c'est là que nos deux chercheuses proposent de nouvelles voies. «A l'intérieur du système général de contingent féminin obligatoire (SGCFO), une répartition par quotas devrait privilégier les filles de recteur et les filles de doyen, et permettre de diminuer dans des proportions considérables un coût social que les partis bourgeois exagèrent par ailleurs pour excuser leur machiste immobilisme.» La proposition est séduisante, mais ne faudrait-il pas y inclure les filles de vice-doyen ? Quoi qu'il en soit, voilà une balle de plus dans le camp du Département de l'Instruction publique. [Et les filles de chef du DIP ? ndlc]

COUCHE D'OZONE

Une nouvelle approche

Les scientifiques s'interrogent sur l'origine des trous de la couche d'ozone qui menacent gravement notre environnement (voir DP n° 1017). De récentes recherches, menées par une équipe du Massachusetts Institute of Technology, apportent un éclairage nouveau sur ce problème.

(kt) Les chercheurs américains ont découvert que l'ozone est très sensible au gaz naturel. Ces résultats seraient passés inaperçus si une équipe de paléontologistes, sous la direction des professeurs Schwartz et Black n'avait établi que la disparition des dinosaures, à la fin du mésozoïque, était due à une soudaine et brutale exposition de ces animaux aux rayons ultraviolets, sans doute causée par une énorme déchirure dans la couche d'ozone.

On sait que les dinosaures sont des herbivores semi-ruminants, mais munis de trois seuls estomacs, contrairement aux vaches qui en ont sept. La digestion des dinosaures produisait donc d'énormes quantités de gaz naturels, qui ont sans doute causé des dégâts irréparables au bouclier d'ozone protégeant la terre. Les dinosaures auraient été victimes des particularités de leur système digestif.

Les sondages les plus récents ont aujourd'hui montré que la couche d'ozone présente de larges trous au-dessus de l'Amérique latine et plus particulièrement du Brésil, ainsi qu'au-dessus de la région française Midi-Pyrénées. L'OMS a établi que la consommation annuelle de *frijoles* atteint au Brésil près de 300 kilos par habitant. La France refuse de communiquer tout renseignement à propos des ventes de cassoulet toulousain sur son territoire,

malgré les injonctions de la Communauté européenne. Il paraît pourtant clair que les effets secondaires des habitudes alimentaires de certaines populations mettent gravement en cause l'avenir de toute l'humanité.

Le WWF, qui considère à juste titre que l'homme est aussi une espèce de sauvage, envisage de demander à l'Agence mondiale pour l'environnement et à l'Organisation des Nations Unies de mettre sur pied un programme de substitution alimentaire, qui permettrait de réduire à presque zéro la consommation mondiale de haricots. Des cultures de substitution, herbe à chats, azalées, seraient rapidement mises en place. Le WWF estime que les pommes de terre et, respectivement, le riz, offrent de meilleures garanties de sécurité pour l'ensemble de l'humanité.

PROTECTION DES OFFICIERS

Plutôt rien que tout, mais quand même

(mplt) L'initiative de la *Revue Militaire Suisse* propose, rappelons-le, de traiter par la cryogénie l'Etat-Major Général, les cadres du DMF, le demi-F/A-18 déjà

Oppositions stériles

suite de l'édito
entendre parler de décentralisation énergétique.

π

Lausanne. Utopie réalisée

(ag) Métamorphose de Lausanne. Décision prise. Notre camarade Yvette Jaggi a décidé. Elle va se consacrer comme promis à la capitale vaudoise. Lausanne, il est vrai, a refusé de la laisser partir au Conseil des Etats. De plus Yvette vient de renoncer au Conseil fédéral. A la suite de la détérioration de l'état de santé de Felber et Delamuraz, Yvette se refuse à devenir une malade qui gouverne. Le vin blanc fédéral ne peut désormais rien contre elle. Les traités de gestion rationnelle non plus. Redécouverte du socialisme prétendu utopique et capacité d'action qu'on lui connaît : Lausanne aura de la peine à suivre. A se reconnaître.

La faute au Punk

La conception même de la ville va être revue. La «faute» en incombe à un jeune punk, ex-squatter de l'immeuble de St-Roch où Yvette avait l'habitude d'aller prendre le petit-déjeuner. Lecteur éclairé d'ouvrages politiques, ce jeune homme à la chevelure rouge vif lui a offert, par amitié, les œuvres complètes de Charles Fourier. D'où l'idée des phalanstères. Modules d'habitation convi-

viaux, véritables communautés soudées. Le phalanstère induit des comportements communautaires, que les studios rejetés au sommet d'immeubles commerciaux ne permettent pas. Le premier quartier à se transformer sera Verdelil. Les travaux de démolition des villas et maisons de maître commenceront dès cet automne. La construction démarrera au printemps 93. Sont déjà prévus une crèche gratuite, un boulodrome, un cinéma, un magasin d'alimentation à prix très subventionnés par la ville, etc. Très vite d'autres quartiers suivront. Bien sûr seuls les bas revenus auront priorité pour être logés dans ces phalanstères. La circulation entre les quartiers sera assurée par des transports publics gratuits et fréquents. Voitures abolies.

Les Lausannois à hauts revenus, expropriés des anciens quartiers auront droit, innovation qui démontre l'esprit ouvert de cette nouvelle conception de la vie en ville, à un quartier réservé à leur condition : la vallée du Flon. Ils pourront y loger à leur guise. Les constructions seront à leurs frais. L'idée qui sous-tend le choix du Flon, vallée peu ensoleillée, est que les riches ont facilement accès à des voyages vers le soleil. Pour faciliter leur mobilité, le centre de la vallée sera lui aménagé en aéroport, remplaçant la Blécherette. Attention aux arches du pont Chauderon! Ces citoyens auront en outre des tarifs préférentiels sur les boules Quiès.

Le Comptoir à la Blécherette

L'aéroport de la Blécherette sera prévu pour accueillir le nouveau Comptoir Suisse. Sous chapiteau. Ses nuisances n'importuneront plus les habitants de Lausanne. Las de ces périodiques orgies vineuses. Exemptes de culture et de folie.

L'ancien Comptoir sera à disposition des requérants d'asile. Aménagé pour permettre un séjour agréable. Pour tous ceux qui nous font l'honneur de nous choisir pour hôtes. Lausanne sera ville ouverte. Dans le même ordre d'idées, pour réparer les injustices commises, Pro Juventute devra financer l'aménagement de la place de Montbenon. Rebaptisée «Place du Voyage». Elle accueillera dans de bonnes conditions

Gitans, Manouches et Romanichels.

Et la Riponne ?

Autre coup de tonnerre. Le trou de Chauderon est récupéré par la collectivité. En rappel d'une des plus grandes réalisations du socialisme à Lausanne, la piscine populaire de Bellerive, ce trou ne sera pas comblé par de nouveaux commerces inutiles, mais judicieusement transformé en piscine publique. Havre de paix et revitalisation d'une place défigurée.

La pauvre Riponne, maintenue soigneusement en son triste état, restera pour rappeler les temps obscurs. Souvenir qui évitera des errances toujours à l'affût.

La *Distinction Publique* vous informera de l'avance de ce que, par euphémisme, on peut qualifier de profondes réformes. Heureuse de participer au renouveau du socialisme utopique. Avec le parti socialiste, votre Syndique Yvette : Lausannois, à vos rêves !

DOMAINE (IM)PUDIQUE



Cette travailleuse immigrée travaille en Suisse romande dans des conditions sociales inqualifiables, indignes d'une nation qui se veut moderne. Pendant toute cette semaine, elle subit un harcèlement sexuel ahurissant au *Bar des Gogos*, à Chavannes, tous les soirs à partir de 22h00.

La semaine prochaine, Geneviève Aubry au *Macumba* de Tavannes...

suite du coin inférieur droit de la page 2
payé, un radar Tafir et quelques tonnes de pâtée fédérale produite par Nestlé, en attendant des jours meilleurs dans un abri de Protection civile aménagé sous le glacier d'Aletsch.

Même si l'on ne partage pas les idées des initiants, il est utile de signer cette initiative pour redonner vie à un thème politique d'importance mais qui est constamment mis entre parenthèses. Toutefois cette visée idéale constitue précisément la faiblesse de l'initiative qui relève de l'action prophétique, ignorant avec superbe les contraintes de la situation réelle. Mettre le pays devant le choix de l'hibernation des officiers, c'est favoriser la constitution de deux camps inégaux. Et l'issue prévisible de cet affrontement risque bien de conforter les tenants de la conception actuelle de l'armée.

Décidément, cette initiative pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. De plus, elle fige une situation mouvante.

Perpetuum immobile

L'équipe du Professeur Lascherre de l'Institut de recherches sur le fonctionnement des institutions humaines, mandatée par la commission européenne chargée d'étudier les administrations publiques, vient de livrer le résultat de ses travaux sous forme d'un pavé de 500 pages intitulé «Perpetuum immobile, ou le principe d'administration».

(π) C'est la première fois qu'une analyse globale est faite sur ce sujet et elle est si rigoureuse qu'on est conduit soi-même en la lisant à anticiper la conclusion de l'ouvrage. Laquelle tient en peu de mots comme il sied à toutes les grandes vérités : *plus une administration est inutile en soi, plus elle est utile à l'Etat.*

Il faut dire que les auteurs ont profité des toutes dernières expériences des pays de l'Europe de l'Est. La suppression d'administrations dites parasites n'a pas contribué comme on l'espérait naïvement à renforcer l'efficacité de

l'Etat. Au contraire, bien qu'inutiles, leur disparition a entraîné un dangereux affaiblissement des pouvoirs publics.

Les auteurs provoquent donc une véritable révolution copernicienne en démontrant qu'il faut conserver en priorité les administrations dont l'utilité, l'efficacité et le rendement tendent vers zéro. Elles peuvent bien sûr continuer à se développer, à progresser mais seulement dans la mesure où elles n'offrent pas de réelle amélioration des prestations. On comprend dès lors pourquoi un chapitre entier est consacré à l'informatisation : la baisse de qualité pendant la mise en place du nouveau système permet d'habituer les usagers à la détérioration progressive des services qu'entraînera inmanquablement le transfert des responsabilités à l'ordinateur.

Mais il ne s'agit pas seulement de conserver d'anciennes administrations, il faut aussi encourager la prolifération de nouvelles. Un exemple de scénario tout simple que nous avons adapté à notre pays : a) l'Etat soucieux du bien public avertit les citoyens que les risques de violence en Suisse sont énormes les soirs de vendredi 13 de pleine lune quand souffle le föhn; b) des groupes de citoyens exigent une protection de la part de l'Etat; c) les représentants du peuple votent les crédits pour la création d'un corps de police spécialisé; d) la population sensibilisée par la campagne en faveur de la création d'un corps de police spécialisé ne sort plus de chez elle les soirs de vendredi 13 de pleine lune quand souffle le föhn; e) grâce à son inutilité, le corps de police fonctionne parfaitement – sans risque de bavures – et contribue à forger l'image d'un Etat solide.

Pour résumer, l'Administration avec un grand A devra petit à petit apparaître dans toute sa majesté comme le principe même de la stabilité de l'Etat et la garantie d'un bonheur durable des citoyens. Le recours à l'Administration

sera pour eux ce que la prière est pour les croyants : une communication, une communion avec l'Eternel, dont les voies sont impénétrables et dont il serait par conséquent présomptueux d'attendre une aide rapide et concrète. Comme les institutions de notre petit pays n'ont pas été auscultées, nous allons passer en revue quatre administrations fédérales à la lumière des découvertes du Professeur Lascherre : armée, protection civile, PTT et CFF.

Une administration privilégiée

L'armée jouit d'un statut privilégié puisqu'on ne lui demande jamais de faire preuve de son efficacité. Bien que Le Liechtenstein détourne les sièges de nos sociétés bidon à son profit, que le casino de Campione d'Italia s'enrichisse sur notre dos et que l'aéroport de Bâle se trouve en France, elle semble avoir renoncé à toute utilité. Les citoyens qui ont voté en faveur de son maintien parce qu'«elle est la pierre angulaire de la Suisse», autrement dit inutile en soi, lourde et immobile, ont parfaitement compris le *principe d'administration*, avant même qu'il ne soit établi scientifiquement. Seuls trois groupes très minoritaires de citoyens menacent actuellement cette belle construction à la gloire de l'Etat et doivent être dénoncés. Premièrement, les officiers qui veulent à tout prix prouver son efficacité et qui, faute d'ennemis complaisants, en sont réduits à pousser leurs soldats à se tuer tout seuls : ils attirent l'attention de la population sur une possible utilité guerrière de l'armée alors que rien dans son organisation, et notamment dans son système d'avancement, ne permettrait de la développer dans ce sens. Deuxièmement, les objecteurs de conscience : ils condamnent l'armée pour une capacité militaire qu'elle n'a évidemment pas au nom de valeurs humaines que son immobilité ne saurait menacer. Troisièmement les esprits naïfs et qui souhaitent la suppression de l'armée à cause de son inutilité. Ces derniers sont faciles à neutraliser : il suffit de pousser la Confédération à faire des dépenses considérables de matériel militaire sous prétexte que ça crée des emplois dans l'industrie et développe le commerce grâce aux accords de compensation; et comme personne ne veut prendre le risque de s'occuper de ces engins quand ils sont opérationnels, on les refile à l'armée qui, du coup, retrouve un sem-

EN BREF

Fritz Ursprung nous a quittés dans le courant du mois de mai, à plus de 95 ans. Membre du parti socialiste du canton de Berne dès son adolescence, il avait été le jeune mais efficace bras droit d'Oskar Schneeberger, *Pollzeipräsident* de la ville fédérale en 1918. Membre du secrétariat du PSS dès 1924, chargé des relations avec les partis sociaux-démocrates européens, il collabora à *Armée et Foyer* pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale. Il s'était retiré en 1962, dans sa modeste maison de Bleiken-bei-Diesbach-bei-Thun. Avec lui disparaît une figure historique du socialisme suisse, dont même les milieux bourgeois auront dû reconnaître la stature.

Le *Lützelfluheler Tagblatt* a publié, dans ses numéros des 27, 28 et 29 mai passés, une enquête approfondie, comparant la consommation électrique des ménages appenzellois. Les résultats en sont étonnants.

Otto Stich, dans une interview aux *Glattbürger Nachrichten* (1^{er} juin), explique la position fédérale à propos de la TVA. Nous renvoyons nos lecteurs à ce texte, tout à fait clair en soi, dans lequel on découvrira pourtant la mauvaise volonté de certains milieux bourgeois face à d'indispensables aménagements de notre fiscalité.

blant d'utilité.

Une administration modèle

La protection civile est la dernière-née des grandes administrations fédérales. Elle témoigne d'une créativité de nos institutions dont on ne les croyait plus capables. Construire de toutes pièces une administration qui fonctionne à vide en cette fin de XX^e siècle marqué dans le reste du monde par l'utilitarisme le plus grossier, tel est le pari que la Suisse a gagné. La distribution de pèlerines noires contre les rayonnements, le stockage des casques et des masques de protection dans des lieux cachés, la récupération d'anciens officiers de l'armée comme chefs régionaux, les exemples abondent pour démontrer qu'on tient là un excellent modèle pour la création de futures administrations.

Une administration chasse l'autre

Contrairement aux autres administrations, le service postal est condamné à plus ou moins brève échéance. Son utilité incontestable le met à la merci de toutes les erreurs humaines et une grève générale des facteurs suffirait à déstabiliser l'Etat. La poste doit disparaître au profit de l'administration des télécommunications. Celle-ci plus abstraite offrira une palette très riche de services inutiles qui lui permettront de répondre parfaitement au *principe d'administration*. On prévoit déjà, afin d'augmenter l'offre et la confusion, de créer, en plus du *télex*, du *télétexte*, du *télétext* et du *vidéotex* déjà existants, un *lolitex*, service de baby-sitting assuré par des présentatrices de télévision, un *érotex*, service informatisé qui devrait bénéficier des derniers développements de la CAO (copulation assistée par ordinateur) et un *latex*, appareil de ménage sophistiqué capable de détecter une érection et de déclencher un message qui recommande en musique de prendre certaine précaution quand il y a plus d'un être vivant dans la pièce.

Toutefois il s'agit d'abord de démanteler le service postal. Voici les quatre premières mesures envisagées : montrer avec horreur qu'il n'est pas rentable (alors que personne n'avait dit qu'il devait l'être); diminuer la qualité des prestations, bloquer le nombre de postes de travail et augmenter les taxes. L'introduction du courrier A et B est l'exemple le plus réussi de cette nouvelle politique antipostale : le courrier normal augmente d'un coup de 60 %,

le courrier de même prix est ralenti de 24 heures, on économise les emplois de nuit... et le déficit augmente quand même. Certaines mesures ne sont toutefois pas encore assez dissuasives : il était certes judicieux de supprimer le rabais sur les envois en nombre entre 50 à 3000 exemplaires, mais il faudrait encore obliger les usagers à y coller des timbres. Le timbre au goût de fondue froide qui ne colle qu'avec la salive serait un moyen de dissuasion efficace. Le prix de l'express, qui n'a que doublé, devrait quintupler afin que les usagers comprennent qu'ils gagneraient à utiliser un télécopieur (homologué) ou un téléphone (homologué), voire à se déplacer avec leur propre véhicule (immatriculé). Comme il est parfaitement immoral de pouvoir envoyer une disquette contenant des centaines de pages de textes au même prix qu'une lettre d'une page, il faudrait que le courrier soit démagnétisé. L'usager serait obligé d'utiliser un modem (homologué) : le prix de la communication serait ainsi proportionnel à la longueur du message. Quant à l'acheminement des paquets, l'augmentation constante des vols de courrier et des colis piégés le rend de moins en moins intéressant : on prévoit d'ores et déjà de le limiter au seul mois de décembre. Les services de Jean-Noël Rey qui prévoient de s'en débarrasser complètement sont en pourparlers avec une société privée intéressée, la SAPIN (Société Anonyme Père Intérimaire Noël).

L'administration de la voie sacrée

Contrairement à l'armée, les Chemins de Fer Fédéraux doivent encore être efficaces pour témoigner de leur inutilité. Chaque jour des milliers d'automobilistes éprouvent un sentiment de fierté nationale à voir au loin dans les campagnes des trains vides se hâter pour respecter l'horaire. Aux passages à niveau, certains vont même jusqu'à arrêter le moteur de leur voiture pour mieux rendre hommage à ce merveilleux moyen de transport. Malgré ce consensus en faveur des CFF, on doit malheureusement constater que de trop nombreuses personnes prennent encore le train. L'augmentation du prix des billets ne suffit hélas pas à dissuader tout le monde. Quelques mesures simples s'imposent donc. On veillera à ce que les derniers trains des lignes secondaires quittent toujours les grandes villes avant la fermeture des établisse-

ments publics et la fin des spectacles. On ne construira plus que des voitures où les passagers sont obligés de se faire face : celui qui aura voyagé plus d'une heure devant une grand-mère bernoise parfumée à l'oignon de ses röstis essayant de convaincre en dialecte son petit-fils de baisser le volume de son radio-cassette, celui-là ne renoncera au train.

Mais une nouvelle tendance se dessine déjà grâce à des entreprises privées à la pointe du progrès social, telle la chaîne MacDonald. D'abord on incitera certaines couches de la population à prendre le train pour le plaisir et non pour aller quelque part. Puis on organisera des voyages circulaires pour éviter aux gens de changer de train pour revenir à leur gare de départ. Et l'on comprendra enfin qu'il est absolument inutile que les trains se déplacent. Ainsi les CFF atteindront le but ultime assigné à toute administration : la stabilité dans l'immobilité.

Ce tour d'horizon permet de conclure que notre pays n'est pas en retard en ce qui concerne l'application du *principe d'administration*. Ce qui est un signe de bonne santé de nos institutions et une assurance pour leur avenir. Evidemment, il y a encore beaucoup à faire pour convaincre toute la population de l'importance de l'inutilité des administrations. On peut toutefois compter sur l'école publique pour propager cette vérité, puisque administration elle-même, elle sera de plus en plus amenée à enseigner d'abord sa propre inutilité.

MÉDIAS

Lors de la revue des caricatures de presse du mardi 14 janvier 1992 à 8h10, la Radio romande a une nouvelle fois passé sous silence notre journal. A quelles extrémités faudra-t-il en venir pour que d'autres publications que celles des grands trusts soient mentionnées ?

Après *La Nouvelle Revue de Lausanne* - mensuelle et *La Nation* (rebaptisée *Nation-La Passion*, elle servira de supplément dominical désopilant au *Nouveau Quotidien*), le groupe lausannois Edipresse vient de racheter *24 Heures*. Par erreur semble-t-il, car ce titre faisait déjà partie du trust. M. Lamunier soupçonne une escroquerie et cherche un coupable.

L'INVITÉ DE LA DP

Suisse-Tiers Monde après le vote du 17 mai, que faire ?

Massimo Pompino

L'un des fondateurs de la Déclaration de Berne, il anima à l'intérieur de celle-ci un groupe minoritaire remuant qui reprochait à la majorité de privilégier une approche encore trop «monétariste» des relations Nord-Sud. Constituée en «fraction critique», la tendance dont Massimo Pompino avait pris la tête décida, à l'automne 1990, de se scinder de l'organisation mère pour former son propre rassemblement. Proclamée sur les bords du Lac Majeur le 13 octobre 1990, cette dissidence s'est fait connaître sous l'appellation de la *Plate-forme de Brissago*. Sur toutes les questions liées au développement, la *Plate-forme* s'est signalée depuis lors par des propositions de plus en plus radicales, que d'aucuns (notamment les porte-parole des ONG reconnues par les pouvoirs publics) n'ont pas hésité à taxer d'impraticables, sinon de farfelues. Il a semblé cependant souhaitable à la *Distinction Publique*, dans le cadre du vaste débat en cours sur le mode d'insertion de la Suisse dans les rapports Nord-Sud, qu'une sensibilité même aussi «marginale» puisse s'exprimer. Comme le caractère abrupt des propositions avancées par la *Plate-forme de Brissago* appelle de nécessaires éclaircissements, nous avons jugé opportun d'adopter la formule d'un entretien entre notre invité et la rédaction de la *Distinction Publique*.

— Massimo Pompino, qu'est-ce qui vous a poussés vous et vos amis à quitter la Déclaration de Berne et à créer votre propre mouvement ? On a l'impression d'un doublet inutile, générateur de confusion dans l'esprit du public.

— Nous étions irrités par la propension élitiste de l'aréopage dirigeant à s'ériger en seul dépositaire de la vérité ultime sur les problèmes du développement. Il est vrai aussi que certaines rivalités personnelles ont joué leur rôle. Mais pour l'essentiel nous dénoncions le non-respect systématique par la Direction de dispositions statutaires pourtant démocratiquement votées et son refus corrélatif de discuter en assemblée générale les perspectives programmatiques révolutionnaires que nous énoncions.

— Précisément, abordons ces fameuses «perspectives programmatiques». Car enfin, votre option du «non-choix progressiste» dans la réponse à apporter au référendum du 17 mai sur l'adhésion de la Suisse au FMI et à la BM n'a pas peu contribué à embrouiller l'opinion.

— Je vous interromps. Nous avons très clairement déclaré que nous refusions d'entrer dans un débat qui divisait à ce point les milieux tiers-mondistes. Et puis, quel pouvait bien être l'enjeu d'une votation où l'on se voyait condamné soit à voter *oui* de concert avec les grands partis bourgeois, soit à voter *non* conjointement

avec la droite isolationniste et sectaire, j'entends Blocher et consorts ou le Parti des Automobilistes ? Autant vouloir nous faire ingurgiter de l'eau de boudin.

— Mais alors, où placez-vous les enjeux véritables du débat et quelles perspectives avez-vous à offrir ? Autrement dit : selon vous, que faire ?

— Que faire ? Bonne question. Adhérer à la *Plate-forme* et soutenir nos propositions concrètes.

— Nous y revoilà. Quelles sont-elles ?

— Elles sont tout entières contenues dans le projet d'initiative constitutionnelle que nous allons lancer incessamment et qui marque une rupture fondamentale avec la théorie et les pratiques néo-libérales suivies jusqu'ici.

— En quoi consiste concrètement, comme vous aimez à dire, ce projet ?

— La rédaction définitive n'en est pas encore arrêtée. Mais il comportera trois volets essentiels. Premièrement, nous exigeons de la Confédération l'annulation d'ici à la fin de 1997 de l'intégralité des créances publiques qu'elle se trouverait détenir à l'encontre d'un certain nombre de pays en développement dont la liste exhaustive figurera dans le texte de l'initiative. Quant aux créances envers ces mêmes pays qui seraient possédées en mains privées, notre projet prévoit — c'est le deuxième volet de l'initiative — que la Confédération les rachètera autoritairement aux ayants droit à une valeur située dans une fourchette comprise entre 33 et 66 % du nominal. Ces rachats, prélude nécessaire à l'annulation des dites créances, se feront par l'intermédiaire d'un fonds spécial financé pour les deux tiers grâce à des économies réalisées sur le budget militaire et pour un tiers par une ponction opérée sur le compte routier de la Confédération, lui-même alimenté par une hausse de la taxe sur l'essence ainsi qu'un moratoire prononcé sur tous les tronçons d'autoroute encore à construire.

— Ce genre de propositions n'est-il pas le plus sûr moyen de torpiller votre initiative ?

— Vous imaginez-vous qu'en se conformant à une ligne opportuniste comme on l'a fait jusqu'ici on la promouvrait davantage ?

— Cette position peut se défendre... Et le troisième volet de l'initiative ?

— Il concerne les rapports économiques entre la Suisse et les pays les plus pauvres

de la Planète. Ainsi, nous envisageons la création d'une «Commission des Sages» de 11 membres, dont six seraient désignés par des organisations caritatives encore à définir et les cinq autres par le Conseil fédéral, chargée de mettre à jour tous les trois ans la liste des pays les plus pauvres avec lesquels nous instaurerions des relations économiques d'un type nouveau. Et c'est là que se cristallise l'originalité radicale de nos propositions.

— C'est-à-dire ?

— C'est-à-dire qu'avec ces pays les échanges se feront sur la base de la valeur-travail. Plutôt que d'échanger des produits dont les prix n'expriment que les distorsions qu'induit la prétendue loi de l'offre et de la demande, on échangera des heures de travail en nombre égal. C'est à nos yeux le seul moyen d'éviter que les pays techniquement les plus arriérés se voient systématiquement «voler leur sueur».

— Vous ne pouvez ignorer cependant les obstacles pratiques auxquels se heurterait inmanquablement la démarche que vous préconisez. Comment en effet, dans une économie aussi complexe que la nôtre, intégrer tous les invariants dans une comptabilité en heures de travail qui soit à la fois exhaustive et réaliste ? Ajouté à cela que ce mode de calcul présente le risque de figer le dynamisme économique en surrémunérant les secteurs productifs les moins performants, les plus routiniers, créant par là même en Suisse et chez les PVD que vise votre initiative des rentes de situation qui iraient à fin contraire du but recherché, à savoir le développement.

— Eh bien, nous pensons fermement pour notre part que la difficulté n'est pas insurmontable, pour autant qu'on se donne les moyens d'appliquer une telle politique. Nous voulons dire qu'il suffirait de se fonder sur des enquêtes statistiques approfondies régulièrement conduites permettant de dégager des moyennes significatives. Il y aurait là, à notre sens, de quoi rétribuer honorablement et occuper utilement les cohortes de diplômés-chômeurs en sciences sociales que crachent périodiquement les Universités, de part et d'autre du 40^e parallèle.

— Massimo Pompino, la *Distinction Publique* vous remercie.

Amitiés, rencontres

Sur ton épaule, discrètement, j'ai guigné l'article sur le FMI. Tu m'as regardé, j'ai dit «oui». La semaine prochaine, me proposeras-tu encore un dossard n°153 ? Code DP, JAA, PI-0-0-163-0-1.

Je t'aime, je t'aime, je t'aime, je t'aime, je t'aime, je t'aime, mais je n'aime pas la politique agricole suisse. Code DP, JAA, YJ-0-0-13-0-1.

Jean-Luc. Je voudrais être l'objet de ta dissertation. Quand referons-nous catleya ? Code DP, JAA, JCX-0-0-69-0-1.

LE CARNET DE JEAN-INOÛ CORNUZ

Attendez voir !

Comme je vous le disais la semaine dernière, ou était-ce il y a quinze jours ? Non, le mois passé, j'étais à Odessa, sur le grand escalier, alors je ne me souviens plus. Mais non, enfin ça n'a aucune importance, puisque je voulais parler d'autre chose. En somme. Voilà... Alors, comme disait Gottfried Keller : *«Rösti mit Speck ist besser als kein Rösti.»* Ça me fait justement penser que j'ai lu récemment – mais où diable ? – quelques lignes, sur lesquelles je n'arrive plus à mettre la main, que je voulais absolument soumettre à votre sagacité. En tout cas l'auteur était breton. Ou alors normand, mais du sud (ainsi qu'aimait à dire ce cher Ramelet)... Mais l'autre jour, figurez-vous, j'ai cru retrouver ce petit papier, et bien non : quoique très joliment écrit au stylo-bille, c'en était un autre !

Pour en revenir à Odessa, je n'avais jamais bien compris en voyant le film d'Eisenstein à quel point cet escalier descend. De l'utilité des voyages, voyez-vous. Dieu du ciel ! je dois aller arrêter mon bain qui coule : on se retrouve tout à l'heure ! Comme je vous le disais la semaine dernière, ou était-ce il y a quinze jours ? Non, le mois passé, j'étais à Odessa, sur le grand escalier, alors je ne me souviens plus. Mais non, enfin ça n'a aucune importance, puisque je voulais parler d'autre chose. En somme. Voilà... Alors, comme disait Gottfried Keller : *«Rösti mit Speck ist besser als kein Rösti.»* Ça me fait justement penser que j'ai lu récemment – mais où diable ? –

quelques lignes, sur lesquelles je n'arrive plus à mettre la main, que je voulais absolument soumettre à votre sagacité. En tout cas l'auteur était breton. Ou alors normand, mais du sud (ainsi qu'aimait à dire ce cher Ramelet)... Mais l'autre jour, figurez-vous, j'ai cru retrouver ce petit papier, et bien non : quoique très joliment écrit au stylo-bille, c'en était un autre !

Pour en revenir à Odessa, je n'avais jamais bien compris en voyant le film d'Eisenstein à quel point cet escalier descend. De l'utilité des voyages, voyez-vous. Dieu du ciel ! je dois aller arrêter mon bain qui coule : on se retrouve tout à l'heure !

Comme je vous le disais la semaine dernière, ou était-ce il y a quinze jours ? Non, le mois passé, j'étais à Odessa, sur le grand escalier, alors je ne me souviens plus. Mais non, enfin ça n'a aucune importance, puisque je voulais parler d'autre chose. En somme. Voilà... Alors, comme disait Gottfried Keller : *«Rösti mit Speck ist besser als kein Rösti.»* Ça me fait justement penser que j'ai lu récemment – mais où diable ? – quelques lignes, sur lesquelles je n'arrive plus à mettre la main, que je voulais absolument soumettre à votre sagacité. En tout cas l'auteur était breton. Ou alors normand, mais du sud (ainsi qu'aimait à dire ce cher Ramelet)... Mais l'autre jour, figurez-vous, j'ai cru retrouver ce petit papier, et bien non : quoique très joliment écrit au stylo-bille, c'en était un autre !

Pour en revenir à Odessa, je n'avais jamais bien compris en voyant le film d'Eisenstein à quel point cet escalier descend. De l'utilité des voyages, voyez-vous. Dieu du ciel ! je dois aller arrêter mon bain qui coule : on se retrouve tout à l'heure !

Comme je vous le disais la semaine dernière, ou était-ce il y a quinze jours ? Non, le mois passé, j'étais à Odessa, sur le grand escalier, alors je ne me souviens plus. Mais non, enfin ça n'a aucune importance, puisque je voulais parler d'autre chose. En somme. Voilà... Alors, comme disait Gottfried Keller : *«Rösti mit Speck ist besser als kein Rösti.»* Ça me fait justement penser que j'ai lu récemment – mais où diable ? – quelques lignes, sur lesquelles je n'arrive plus à mettre la main, que je voulais absolument soumettre à votre sagacité. En tout cas l'auteur était breton. Ou alors normand, mais du sud (ainsi qu'aimait à dire ce cher Ramelet)... Mais l'autre jour, figurez-vous, j'ai cru retrouver ce petit papier, et bien non : quoique très joliment écrit au stylo-bille, c'en était un autre. Mais que tout cela nous a bien éloignés de notre sujet ! Nous y reviendrons.

COURRIER

Eugénisme et paix confédérale

Nous fûmes nombreux à nous militer pour le rejet par le peuple et les cantons suisses du projet de loi fédérale sur les manipulations génétiques. Il exhalait par trop un sulfureux fumet d'eugénisme et, ainsi que vous-mêmes l'avez fort bien montré, risquait d'introduire dans les relations familiales un pourrisseur et permanent climat de suspicion. Je voudrais seulement, pour clore une bonne fois le débat, mentionner un autre danger, rarement évoqué lors de la campagne, contenu dans le projet des autorités : la menace qu'il faisait peser sur la paix confédérale. Songez un peu par exemple à ce que les Vaudois et les Fribourgeois, ou les Zurichois et les Argoviens, pensent les uns des autres, et imaginez les dégâts que cette loi aurait pu engendrer entre Confédérés !

Martin Bigler, Renens

A propos des litières pour chats

Votre rédacteur a mille fois raison de mettre en garde contre la toxoplasmose, particulièrement en ce qui concerne les femmes enceintes chez qui elle peut provoquer des embryopathies ou des fœtopathies. Mais je tiens à m'inscrire vigoureusement en faux contre le scepticisme ironique qu'il a cru devoir adopter à l'endroit des sables biodégradables.

Le consommateur suisse dispose actuellement d'un large éventail de sables à base de papier recyclé, de sciure ou d'épis de maïs, nettement préférables, sur le plan écologique, aux sables minéraux, et qui offrent l'avantage d'être compostables sans problème, à condition bien sûr qu'on change le contenu de la caisse régulièrement (tous les deux ou trois jours). Je suis bien placée pour en parler puisque cela fait un an que je n'utilise plus que de telles litières.

Florence Passet, Lausanne

MÉDIAS

Pour marquer ses dix ans d'existence, *L'Energumène*, bimestriel du Centre de Recherches Périphériques, a offert sa collaboration hebdomadaire au dernier-né de la presse helvétique et européenne de qualité afin de le soutenir dans ses ambitions intellectuelles. La nouvelle rubrique, intitulée «Le coup de périphérique», était prévue pour le début mai.

Distinction Publique

Édité par: Institut pour la Promotion de la Distinction, case postale 204, 1000 Lausanne 9

Ont collaboré à ce numéro:

3.1415926 (π)

Yvonne Gnagi (yg)

Mon Premier-Lieutenant (mplt)

Károlyi Tér (kt)

Vantre Doré (vd)

Albert Gaillouf (ag)

Forum : Massimo Pompino, Jean-Inouï Cornuz

Prix: Frs 3.65, en vente dans les librairies

Basta (Petit-Rocher 4, Lausanne-Chauderon

et BFSH 2, Lausanne-Dorigny)

Abonnement: 20 francs pour une année

Rédaction: case postale 204, 1000 Lausanne 9

Téléphone: case postale 204, 1000 Lausanne 9

Composition et maquette: Arnold Frutiger,

Lucida Sanbold, Stone Avec-Sérif

Les vraies réponses

La formule magique a fait son temps. C'est ce qu'ont vigoureusement affirmé les Professeurs Jean Ziegler et François Masnata ainsi que le célèbre journaliste Norbert Eschmann lors d'un colloque tenu à Prilly.

(vd) A l'approche du marché unique européen, la prise de conscience des faiblesses intrinsèques de notre modèle de gouvernement est devenue patente. Dans son introduction à ce colloque, le journaliste Norbert Eschmann l'a bien relevé : «*La formule magique (2-2-1-2) du Conseil Fédéral n'est plus capable de répondre aux défis du moment. Il faut la revoir, mettre en première ligne des battants, au centre des personnes sûres et en défense des hommes de poids. Il faut bien préciser le but à atteindre, ne plus se tromper comme on l'a trop fait jusqu'à aujourd'hui.*» Le modèle (5-3-2-1) proposé par Eschmann présente l'intérêt, non négligeable, d'être le seul à pouvoir être expérimenté sur le terrain (voir schéma constitutionnel 1).

Pour Jean Ziegler, qui reprend la balle au bond, plusieurs raisons expliquent le retard et l'absence d'une formule qui permettrait réellement de gouverner. Il y a le poids de «*l'oligarchie monopolistique et des affameurs de toutes sortes*» qui ont su et savent faire durer le système, au-delà même de «*sa mort clinique*». Seules des idées résolument tournées vers l'avenir peuvent aujourd'hui permettre une refonte novatrice de notre système. «*Il faut faire une Constituante, dissoudre le Parlement, mettre les Conseillers fédéraux au chômage afin qu'ils se rendent compte de ce que cela signifie.*» Et il propose les bases d'une nouvelle formule qui pourrait aider le pays à se sortir de l'ornière.

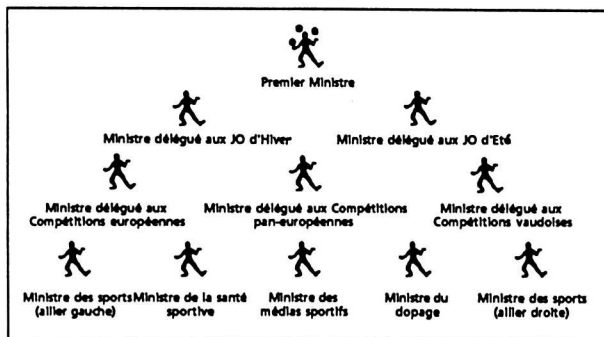


Schéma constitutionnel 1 : «L'offensive à 5-3-2-1» (N. Eschmann)

Premièrement, il faut introduire des quotas à tous les échelons. Un Parlement unique, de 377 membres, composé obligatoirement de 51,3% de femmes, de 33% d'étrangers, de 27% de syndicalistes, de 0,8% de banquiers et de Jean Ziegler serait amené à élire, en son sein, un Comité de Salut Fédéral I composé de 28 + 1 membres et un Comité de Salut Fédéral II composé de 1 + 28 membres également choisis selon des critères bien précis. Ces Comités auraient eux-mêmes la faculté de nommer 3 conseillers au Salut Fédéral par membre, qui eux-mêmes auraient chacun à disposition un ou deux adjoints (secrétaires d'Etat). Cette solution, qui a le mérite de la simplicité, permettrait de décharger chacun des tâches qu'il n'a d'ailleurs jamais réussi à accomplir jusqu'à aujourd'hui (voir schéma constitutionnel 2).

«*La formule magique, affirme François*

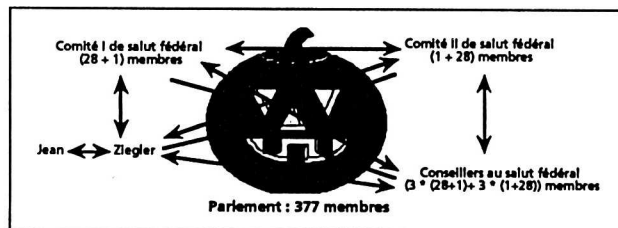


Schéma constitutionnel 2 : «La mort clinique de l'oligarchie monopolistique» (J. Ziegler)

Masnata, avec ses aspects de séduction démocratique et de répression suave, permet aux Dominants de rester ce qu'ils sont et force les Dominés à l'être.» «*Pour- tant, poursuit-il, le Conseil fédéral in corpore a atteint son niveau d'incompétence. Peter est au gouvernement. Il faut redonner la parole aux Dominés, et, pour cela, renoncer à un système représentatif en paralysant de l'intérieur le système basé sur la*

pseudo-démocratie dite semi-directe.»

Pour cela, la solution serait que le peuple soit amené à élire trois Parlements différents. Le premier, composé de 97 membres, serait élu à la proportionnelle. Le deuxième, composé de 97 membres, serait élu à la proportionnelle inversée (ceux qui ont le moins de voix sont élus), afin de brouiller les cartes et de rétablir le «*jeu*» démocratique dans sa vérité ludique. Le troisième, composé de 97

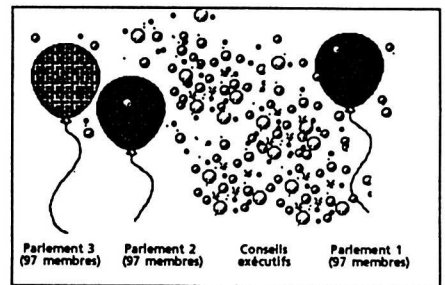


Schéma constitutionnel 3 : «La parole aux Dominés» (F. Masnata)

membres, serait lui choisi parmi les Dominés, c'est-à-dire, les sans-parti, les sans-grade, les professeurs d'université, les vrais révolutionnaires. Le premier de ces trois Parlements n'aurait aucun pouvoir, sinon celui de se dissoudre. Il donnerait ainsi une image négative salutaire. Les deux autres choisiraient un conseil exécutif de 35 membres chacun, et les 70 conseillers exécutifs élus devraient prendre toutes leurs décisions à l'unanimité (voir schéma constitutionnel 3).

Suite à ces intéressantes propositions, parfois très collégiales, l'équipe de DP s'est elle aussi penchée sur le problème. La formule magique a fait son temps. Aujourd'hui, il faut en priorité retrouver l'indignation, se révolter, agir, penser, écrire. Il serait bon, en ce sens, que l'ensemble du pays se mette en veilleuse avec, en attendant, un conseil provisoire de quelques membres et un président, choisis parmi les parlementaires. Une équipe de «*sages*» serait appelée à organiser la réflexion. Ce serait l'autre versant, simple question de culture. Au fond, la seule manière de réussir. Originale, en rupture, en un mot : raisonnable.